



HAL
open science

Regard sur la dynamique agricole russe de 1991 à 2006 : 15 ans de mutations dans les exploitations agricoles

Pascal Grouiez

► To cite this version:

Pascal Grouiez. Regard sur la dynamique agricole russe de 1991 à 2006 : 15 ans de mutations dans les exploitations agricoles. Sophie Boutillier, Irina Peaucelle et Dimitri Uzunidis. L'économie russe depuis 1990, De Boeck, 2008, 9782804156275. hal-03041934

HAL Id: hal-03041934

<https://hal.science/hal-03041934>

Submitted on 5 Dec 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Regard sur la dynamique agricole russe de 1991 à 2006 : 15 ans de mutations dans les exploitations agricoles*

Pascal GROUIEZ^o

To cite this paper:

Pascal GROUIEZ (2008), « Regard sur la dynamique agricole russe de 1991 à 2006 : 15 ans de mutations dans les exploitations agricoles », in Sophie Boutillier, Irina Peaucelle et Dimitri Uzunidis (dir.), *L'économie russe depuis 1990*, De Boeck : 109-134. Chapitre 6.

Introduction

Les réformes amorcées en 1991 en Russie avaient pour objectif de faire entrer ce pays dans l'économie de marché. Ceci impliquait de mettre un terme à la logique collectiviste qui avait prévalu en agriculture durant la période soviétique. Cet abandon renvoie de façon quasi immédiate à un débat bien connu depuis Karl KAUTSKY [1900] de tous les spécialistes de l'agriculture, celui de la « Question Agraire » : comment se fait-il que les exploitations de type capitaliste, à base de main d'œuvre salariée et fonctionnant selon des principes de profit, ne se soient pas imposées dans les grandes économies développées, y compris dans les pays neufs, en dehors de structures d'origine et d'essence coloniale ?¹

Autant dire que si la transition du système soviétique vers le capitalisme était déjà problématique, celle de son agriculture l'était plus encore. Il s'agissait d'un bond dans l'inconnu pour un pays qui n'avait jamais vraiment connu d'agriculture familiale paysanne, et dont le modèle proposé, au début des années 1990, était celui de l'organisation spontanée par le marché, alors que toutes les agricultures d'Europe de l'Ouest comme des Etats-Unis ne fonctionnent qu'à partir d'un fort soutien institutionnel et une armature complexe d'organisations collectives [NIEDDU (1998), GAIGNETTE et NIEDDU (2000)].

Mais le débat ne peut aller qu'au-delà de cette question première, un peu simpliste au regard de l'histoire sociale et agraire russe en longue période, de savoir si s'imposerait un *modèle anglais* d'agriculture capitaliste et un modèle *paysan* ou *danois*, d'agriculture familiale, selon une typologie empruntée à Claude SERVOLIN [1985]. Le rapport de l'OCDE [KWIECINSKI (1998a)] sur l'agriculture russe nourrit cette interrogation sur les deux sentiers d'évolution d'une agriculture en transition en multipliant les recommandations tantôt en faveur de la grande entreprise agricole, tantôt en faveur de l'exploitation individuelle. Mais, par dessus tout, la question posée par l'OCDE est celle d'un désencastrement des structures économiques des fonctions sociales que l'époque soviétique –et même peut-être les périodes précédentes– assignaient à ce que nous appelons « secteur agricole ». Une telle appellation de secteur agricole pose d'ailleurs problème si l'on considère que les encastements sont très loin d'être comparables, d'un point de vue d'anthropologie économique.²

* Nous tenons à exprimer nos remerciements à Martino NIEDDU pour ses précieux conseils.

^o GROUIEZ Pascal, doctorant, laboratoire OMI-ESSAI/EDJ (Organisations Marchandes et Institutions-Etudes sur les Systèmes et les structures agro-industriels/Economie du droit et de la Justice), pascal.grouiez@gmail.com

¹ Pour un point sur ces questions, voir BARTOLI et BOULET [1989] et NIEDDU [1998].

² Pour l'OCDE, « *Les Grandes Entreprises Agricoles restent chargées de la fourniture des services publics. Selon les*

Nous aborderons donc la description de la dynamique récente de l'agriculture russe du point de vue de ce jeu d'encastrement-désencastrement. On s'appuie bien sûr ici sur Karl POLANYI [1944 (1983)], l'initiateur de ce concept, mais aussi sur des travaux plus récents sur la multifonctionnalité agricole, qui cherchent à préciser pour des situations historiques ou géographiques concrètes l'ensemble de fonctions que les hommes assignent à l'activité agricole [BARTHELEMY et NIEDDU (2002)]³. Dans le cas de l'agriculture soviétique, s'il est clair que les fonctions environnementales ou paysagères étaient quasi totalement absentes des préoccupations explicites de la société, l'exploitation agricole ne pouvait être réduite à sa seule fonction de production. Marie-Claude MAUREL rappelle en 1980 que : « *Composante élémentaire du système rural, l'exploitation agricole n'est pas seulement une unité de production et d'approvisionnement alimentaire, elle est aussi une forme d'organisation sociale, une communauté socio-économique de vie. Cette dualité de fonctions lui assurant une position dominante au sein du système rural* » [MAUREL (1980), p.64, nous soulignons]. Une telle dualité de fonctions structurait d'ailleurs l'ensemble du système soviétique où la protection sociale et un certain nombre d'autres fonctions sociales étaient assurés au niveau de la très grande entreprise.⁴

Nous avons donc choisi de caractériser les différentes formes de multifonctionnalité de l'activité agricole identifiables aujourd'hui, à partir d'observations de terrains issues de deux séjours en Russie (2004 et 2005) dans l'Oblast' d'Orel (Région du Centre de la Russie), de recueil de documents, de statistiques et d'interviews d'acteurs du secteur. Ces observations permettent d'établir, nous semble-t-il, que les deux modèles d'agriculture « occidentaux » ne rendent pas compte des dynamiques observables, que ce soit dans les comportements des exploitants agricoles, de la population rurale ou des autorités régionales. Elles valident l'idée que les acteurs continuent à attribuer une valeur à différentes fonctions de l'agriculture, telles que la gestion commune des ressources (notamment la terre), l'entraide, la sécurité alimentaire, l'offre de services de santé ou d'équipements publics. Cette multifonctionnalité s'articule autour de formes d'organisation qui témoignent, qu'au-delà de l'instauration hypothétique d'une économie de marché, ces acteurs reconstituent les formes d'encastrement qui leur semblent pertinentes.⁵ C'est la variété de telles formes concrètes

estimations quelques 70% des actifs à vocation sociale et des équipements collectifs existant avant la période de transition étaient toujours sous la responsabilité de ces entreprises au début 1997. Cette situation a plusieurs conséquences : elle absorbe des ressources financières et administratives qui pourraient être consacrées aux fonctions commerciales de l'entreprise ; elle gêne le processus de restructuration des entreprises agricoles ; elle maintient les villageois dans la dépendance des services fournis par les grosses entreprises agricoles, ceux-ci n'étant guère enclins de ce fait à rétribuer leurs droits sur les terres et sur les actifs non financiers à d'autres entreprises et/ou familles agricoles qui seraient plus performantes [KWIECINSKI (1998b), p.26].

³ Voir également l'ouvrage qu'ils ont coordonné en 2003 : SFER-CIRAD "La multifonctionnalité de l'activité agricole et sa reconnaissance par les politiques publiques", aux éditions Educagri, 922p..

⁴ Sur ce sujet nous renvoyons particulièrement aux travaux de Cécile LEFEVRE sur le rôle social des entreprises en Russie notamment dans LEFEVRE [1998].

⁵ « L'idée générale de Polanyi est que les faits économiques sont originellement encadrés au sein de situations qui ne sont pas - ni leurs fins ni leurs moyens - de nature économique. Dans cette perspective, l'économie de marché (...) résulte d'un long et difficile procès d'institutionnalisation nécessitant un désencastrement de l'économie de la structure sociale, c'est à dire la destruction des règles traditionnelles et l'isolement de l'échange des relations sociales antérieures, et un réencastrement au sein d'institutions purement économiques. » [PLOCINICZAK (2004)] - L'EMBEDDEDNESS EN QUESTION : De la métaphore polanyienne originelle à sa conceptualisation granovetterienne au sein de la sociologie économique structurale des marchés, Congrès National de Sociologie de l'AFS - - Session 1 : Histoire et épistémologie de la sociologie économique sous la présidence de Monsieur le

d'encastrement que nous avons choisi d'observer dans la présente communication.

Ainsi, la Région met très rapidement, en pleine vague de libéralisation, l'accent sur la sécurité alimentaire pour reconstituer une politique publique visant à organiser le complexe agro-industriel en filière, alors qu'elle semble fortement tentée par un scénario de séparation des fonctions économiques de production et des fonctions de protection sociale. Plus étonnant peut-être, les firmes à statut privé revendiquent de maintenir de telles fonctions car elles souhaitent sécuriser la reproduction de la main d'oeuvre agricole.

Nous montrerons cela en étudiant dans une première partie les discours officiels du gouverneur de la Région et en mobilisant les données statistiques sous l'angle de la représentation politique de l'agriculture qu'elles en donnent. Dans une seconde partie, nous décrirons les formes de restructurations observables pour les entreprises privées. Si les *firmes* du secteur ont aussi une problématique « non marchande » de gestion de leur main d'œuvre, on verra que les exploitations les plus petites sont peut-être aussi les plus directement insérées sur les marchés.

1- L'émergence d'une politique agro-industrielle régionale, au service de la sécurité alimentaire

La Région d'Orel est située à 450 kilomètres au sud-ouest de Moscou. Elle se caractérise par une faible densité de population. Sa principale richesse est l'agriculture. Située à environ 300 km de la frontière ukrainienne, cette Région a largement participé à l'alimentation de la population de Tchernobyl, à la suite de la catastrophe, bien que sa proximité avec la centrale nucléaire en fait, avec la Région de Briansk, l'une des régions russes les plus exposées aux retombées radioactives. Cette Région est gouvernée depuis 1993 par E. S. STROEV'. Le long mandat dont bénéficie le gouverneur permet d'inscrire dans la durée la politique régionale de la période post-soviétique. Notre recherche a permis de dégager trois éléments de la Région. En premier lieu, il n'y a pas disparition des politiques publiques ; bien au contraire, il y a une volonté forte d'assurer la cohérence de la filière agro-alimentaire. Ensuite, ce comportement de l'administration régionale s'explique par la volonté de garantir la sécurité alimentaire de la Région. Enfin, au-delà d'un discours d'efficacité productive, qui nous semble conduire la Région à être tentée par une séparation stricte entre activités économiques et activités de protection sociale, des politiques sociales sont soutenues au coeur même du complexe agricole constitué grâce à la politique régionale.

1.1 Aux origines d'*Orlovskâ Niva* et d'*Agrokombinat*.

La politique économique de la Région, en matière agricole, peut s'analyser à partir de deux temps forts, 1994 et 1999, qui correspondent à la création de deux agro-holdings, *Orlovskâ Niva* (en 1994) et *Agrokombinat* (en 1999). Ces deux entreprises peuvent se définir comme des super-structures, composées d'un

ensemble d'exploitations collectives (kolkhozes ou sovkhozes) restructurées. Elles intègrent également des entreprises de plus petites tailles, appartenant à la catégorie d'*exploitations paysannes* dans la nomenclature de la Région, également issues du démantèlement de certaines exploitations collectives. Les discours du gouverneur sont explicites quant à l'explication de la création de tels conglomérats.

En 1994, il s'agissait de soutenir la production des exploitations collectives en restructuration :

« La réalisation de la première partie des réformes dans l'agriculture s'est faite dans les conditions d'une crise profonde dans toute l'économie du pays, des forts taux d'inflation et d'une disparité croissante des prix entre produits de l'agriculture et de l'industrie. Dans ces conditions seule une aide gouvernementale par le biais de donations de biens aux entreprises d'exploitations agricoles pouvait permettre de soutenir la production. » [discours du gouverneur extrait de Orlovskâ Oblast' (2002), p 145, notre traduction].

La Région a donc mis en place un dispositif de soutien à l'agriculture par un programme de crédits-marchandises, géré par la première agro-holding (*Orlovskâ Niva*). Ce programme consistait à permettre aux exploitations de se fournir en matériels et engrais nécessaires à la production en contrepartie de la remise d'une partie, voire de la totalité de leur production, à la holding régionale. Ce mécanisme de troc permettait, en contournant les critères de création monétaire, d'éviter la banqueroute de nombreuses exploitations.

Cette politique a plutôt bien fonctionné, permettant à de nombreuses exploitations de passer la crise de la fin du régime soviétique. Cependant, comme l'explique le gouverneur, cette politique a également rapidement montré ses limites.

Encadré 1 : Les origines des agro-holdings de la Région d'Orel (notre synthèse, d'après Orlovskâ Oblast')

En utilisant ses propres ressources financières, les crédits du budget régional et des banques commerciales, une organisation [Orlovskâ Niva] a commencé à offrir aux entreprises agricoles qui le demandaient des ressources matérielles en échange de produits agricoles. Le mécanisme ainsi mis en place a permis de réduire considérablement le phénomène de crise dans le secteur agraire de la Région d'Orel. Cependant, l'utilisation sur le long terme de ce mécanisme a eu des répercussions négatives. Les entreprises de la holding étaient nombreuses et diversifiées (éparpillées). Le cycle technologique de la production agricole et le procédé de production et de vente étaient décomposés, ce qui a conduit à des pertes de production, des baisses de la compétitivité des entreprises productrices de biens, ce qui a rendu difficile un contrôle efficace des flux financiers. D'un autre côté, de nombreuses entreprises agricoles de la Région ont réussi à se développer grâce à ce procédé, elles ont pu d'elles-mêmes surmonter les phénomènes négatifs et commencer à développer une production intensive, à diversifier leurs activités dans différentes branches du procédé de production, créer des industries de production de biens et faire du commerce. Sur la base de ces différents développements, l'administration régionale d'Orel est arrivée à la conclusion d'une nécessité, à l'étape suivante de la réforme, d'aller dans le sens de la création d'entreprises grandes, unies sous une entité juridique de compagnie agricole, de lier tout le cycle économique, depuis la mise en culture, jusqu'à la mise en rayon des produits transformés. Ainsi, depuis 1999, dans la Région d'Orel, à l'initiative du Département d'Agriculture et d'Alimentation, une compagnie « Orel Agrokombinat » ,dont 100% des actions sont détenues par l'administration de la Région, a été créée. Maintenant dans la Région d'Orel, coexistent des holdings agricoles, des compagnies agraires, des entreprises de taille moyenne, des fermes et des lopins de

Source: Orlovskââ Oblast'[2002], p. 145

Sur la base du maintien des exploitations, la Région a donc dans un deuxième temps mené une politique visant à unir le processus de production. Cet objectif a été nommé « *integraciâ* » (l'intégration). Il relève d'une volonté politique régionale d'agir économiquement sur ce secteur d'activité, en concentrant les financements fédéraux et régionaux sur ces holdings, dans le but de stimuler la mise en cohérence de la filière agro-alimentaire.

La seconde phase du projet politique va conduire à la création d'une seconde holding (*Agrokombinat*) en réunissant, autour d'une même structure les exploitations qui participent au processus de production (voir annexe 3 et annexe 4). Cette logique d'intégration apparaît très visible aux yeux des habitants de la Région. Ainsi, la ville d'Orel compte aujourd'hui trois marchés principaux. Le premier, le marché Central, est situé en plein coeur de la ville. Les deux autres, « le marché d'Orlovskââ », et le « marché d'Agrokombinat », plus récents, sont situés en périphérie. Sur ces trois marchés sont vendus des produits provenant de l'ensemble des exploitations des deux agro-holdings. Mais *Agrokombinat* possède également des restaurants, des magasins d'alimentation, des usines de fabrication de pains et de *kolbasa*. Le gouverneur insiste sur la cohérence de ce processus d'intégration en affirmant que :

« Nous avons créé de grandes compagnies agraires, ensuite des holdings nous ont aidés à unir les intérêts des fermiers⁷ et des industriels, des vendeurs et des acheteurs. Aujourd'hui l'expérience régionale est étudiée par les autres. Pour plusieurs régions notre modèle est devenu un modèle de base ».[discours du gouverneur extrait de Orlovskââ Oblast' (2002), p 145, notre traduction].

Le gouverneur présente cette nouvelle organisation comme une combinaison des avantages des initiatives des entrepreneurs privés (fermes de petites et moyennes tailles) et de la puissance économique des conglomérats agro-industriels. Il ne se préoccupe pas seulement des grandes exploitations mais aussi des fermes et présente la réforme comme un moyen d'unir les forces de ces différents acteurs. La Région institutionnalise une nouvelle forme d'organisation, tenant compte à la fois des micro-exploitations et des macro-exploitations, pour reprendre le terme de Alain POULIQUEN [POULIQUEN (2001), p66]⁸.

1.2 La prise en charge de la sécurité alimentaire de la Région

L'intégration, dont parle E. S. STROEV', est identifiable à la lecture de ce tableau statistique qui présente le niveau de stock de céréales suivant le type de céréale et son destinataire, animal ou humain pour chaque trimestre durant l'année 2003.

niveau du stock de céréales en milliers de tonnes pour 2003

⁶ Résumé de la présentation des origines des agro-holdings régionales dans l'ouvrage Orlovskââ Oblast' [2002] qui présente la « version officielle » des transformations à l'oeuvre, « vitrine » de la Région à destination des visiteurs.

⁷ Terme récent pour désigner les détenteurs de fermes, que les statistiques désignent sous le terme d'exploitations paysannes, voir annexe 5.

⁸ L'annexe 5, encadré II, rappelle les trois termes statistiques employés en Russie pour représenter les exploitations agricoles du pays. De nombreux chercheurs s'appuient sur cette représentation triangulaire de l'agriculture pour étudier la restructuration du secteur agricole.

type de céréale/date	01-janv	01-avr	01-juil	01-oct	01-nov	01-déc
total	277,5	188,7	105	347,8	326,9	291,2
dont:						
Blé	143,5	92,2	43,1	119,3	106,1	91,9
pour l'alimentation du bétail	78,6	54,3	27,9	100,5	88,5	77,2
Seigle	83,5	64,7	50,6	83,1	76	69,7
pour l'alimentation du bétail	68	58,1	42,7	73,7	63,8	57,2
Millet	0,5	0,3	0,2	1,5	2,1	2,2
Sarrazin	6	5,7	5,2	8,7	16,1	12,6
Mais	0,2	0,2	0,3	0,1	0,1	0,1
Orge	34	20,2	4,3	127,2	117,5	106,4
Avoine	6,5	3,5	1,2	3,7	4,2	4,1

Source : *Analitičeskij doklad [2004], p. 31*

Ce tableau mérite d'être interprété. Il ne s'agit pas d'une mesure monétaire de la production mais d'une mesure physique. Ceci nous confirme que le souci de la Région est de connaître les quantités de céréales produites ainsi que leurs niveaux tout au long de l'année afin de s'assurer que les quantités produites seront toujours suffisantes pour garantir l'intégration de la filière, notamment la cohérence entre production animale et végétale. En étudiant, trimestre par trimestre, la quantité de céréales en stock selon leur nature et leur destination, ce tableau s'assure, par exemple, que les vaches laitières bénéficieront des biens nécessaires à leur alimentation. Ainsi, la production laitière ne sera pas remise en cause. De même, ce tableau s'assure que la farine nécessaire pour produire le pain, poste représentant 23% du panier alimentaire d'un habitant de la Région, ne viendra pas à manquer.

Ainsi, est regroupé, dans un même tableau, le stock de céréales nécessaire à la consommation animale et humaine. Celui-ci fournit des informations précieuses pour garantir la production de deux postes essentiels de consommation, le lait et le pain. Enfin, ce tableau ne s'intéresse pas à la provenance des céréales. Or, l'étude de la caractérisation de la nature de la production par catégorie d'exploitation⁹ [GROUIEZ (2005)], nous a montré, en reprenant les trois catégories officielles, que la production de céréales est le fruit de l'activité des « grandes entreprises agricoles », mais aussi des « fermes privées ». Le tableau ignore cette double provenance, ce qui suppose que, dans la tête du décideur, les deux types d'exploitations soient intégrés dans le même réseau, celui de l'agro-holding qui organise le cycle de production céréalière, en gérant elle-même les stocks.

Ainsi, l'ouvrage Orlovskâ Oblast' [2002] présente les quantités de denrées alimentaires produites par la Région de la façon suivante:

Tableau 1

**productio
n par
habitant
en 2001
Région
d'Orel**

produits	
----------	--

⁹ Cf. annexe 2

céréales(en tonnes)	1,81
viandes (en Kg)	65,7
lait (en Kg)	388,6
pommes de terres (en Kg)	809
Oeufs	294

Source: Orlovskâ Oblast'[2002], p 142

Tableau 2

Volume de la production agricole en 2001

Céréales (poids après transformation)	1613,8 milliers de tonnes
Betteraves à sucre	321,4 milliers de tonnes
Pommes de terre	720,6 milliers de tonnes
Légumes	82,3 milliers de tonnes
Fruits et baies	40,7 milliers de tonnes
Lait et produits laitiers	341,1 milliers de tonnes
Oeufs	262,5 milliers d'œufs

Source: Orlovskâ Oblast'[2002], p 142

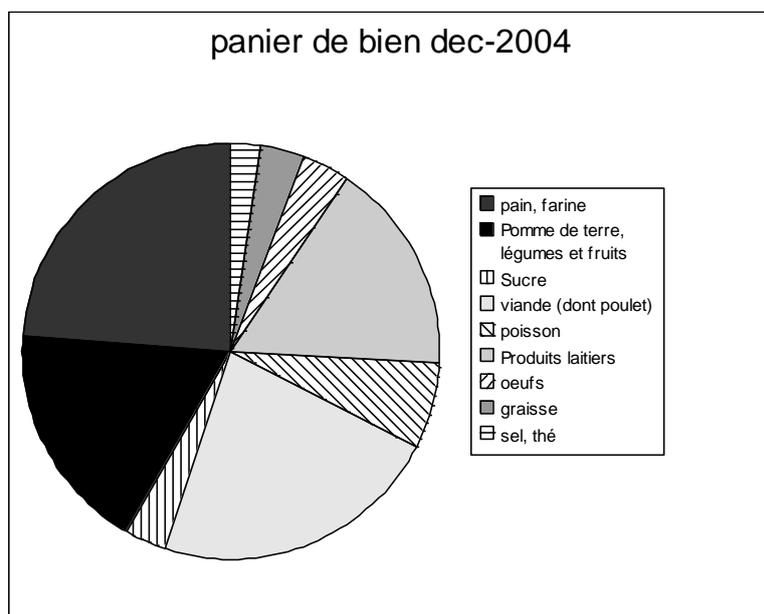
Tableau 3

**Nombre total de têtes de bétail dans les entreprises d'exploitations toutes catégories confondues
En millier de têtes de bétail en 2001**

Bovins	277,1
dont vaches laitières	115
Porcins	302,1
Moutons et chèvres	37,9
nombre total de têtes de bétail dans les fermes	1059,1

Source: Orlovskâ Oblast' [2002], p 143

Les tableaux s'intéressent ici à décrire la quantité de biens alimentaires produite, indépendamment de la forme de l'exploitation. Il nous semble que les autorités régionales cherchent à présenter dans ce document « grand public », le bilan de leur stratégie, et la production annuelle régionale en quantités physiques afin de démontrer la capacité de la Région à s'autosuffire. Pour poursuivre dans cette idée, on remarquera que ces statistiques raisonnent en termes de quantités produites *par habitant*. Par ailleurs, il n'est pas question de se soucier, ici, de la production de produits transformés mais de l'alimentation de première nécessité. Ces statistiques permettent ainsi de mettre en évidence l'objectif des autorités régionales : garantir l'alimentation de l'ensemble de la population. Nous sommes donc très éloignés d'une problématique visant à placer la Région sur son *avantage comparatif* comme le préconise Andrzej KWIECINSKI [KWIECINSKI (1998a), p.4] : les denrées alimentaires présentées correspondent aux caractéristiques des habitudes alimentaires de la population de la Région. Les documents fournis par le ROSSTAT local présentent la caractérisation du panier de bien minimal d'un habitant de la Région de la façon suivante :



Source : Analitičeskij doklad [2005], p 59

Quatre postes apparaissent essentiels dans ce panier de bien. Le *pain et farine*, la *viande*, les *pommes de terres et légumes* et enfin les *produits laitiers*. Ces quatre postes correspondent exactement aux catégories de production par habitant du tableau 1, ce qui confirme la logique d'une politique de sécurité alimentaire dans la Région.

1.3 La reconnaissance politique des fonctions sociales remplies par le secteur agricole

La création de deux structures d'unification appelées agro-holdings, le discours quasi-quotidien du gouverneur de la Région en matière agricole, la nature particulière des statistiques officielles, tous ces éléments démontrent de la forte implication de l'administration régionale dans l'organisation du secteur agricole. Mais les exploitations collectives rassemblées derrière l'agro-holding *Agrokombinat* semblent faire abstraction des anciennes prérogatives qui étaient les leurs, prérogatives sociales que nous avons rappelées dans notre introduction. La Région encourage-t-elle l'activité agricole tout en permettant dans le même temps un tel renoncement ?

En visitant, de façon extrêmement officielle, en 2004, la ZAO (Sarl) Lomovskoe, qui appartient à *Agrokombinat*, (voir annexe 3), nous avons pu apprendre que cette exploitation, fruit de la restructuration d'un kolkhoze spécialisé dans l'élevage de porcs, produisait désormais elle-même sa propre *kolbasa* (*charcuterie*), en conformité avec la logique d'intégration présentée par la Région. Mais le personnel dirigeant interrogé par nos soins, a écarté les questions liées à la protection sociale comme non pertinentes. Apparemment, d'autres sources laissent à penser que ces exploitations ont donc abandonné leurs prérogatives sociales en se structurant autour de l'agro-holding régionale. Mais ces objectifs sociaux ont été transférés à *Agrokombinat*. Les sept objectifs de l'agro-holding présentés par une plaquette publicitaire, obtenue en 2004 (date d'édition inconnue) confirment, en premier lieu, les souhaits de la Région d'intégrer l'ensemble de la filière (objectifs 3, 4, 5, 7), et de développer l'économie des exploitations (objectifs 1, 2, 3).

Encadré 2 : Les 7 objectifs d'Agrokombinat.

- 1-> Mise en place d'une importante production d'exploitation agricole
- 2-> Importants investissements
- 3-> Rééquipements techniques et l'introduction de nouvelles techniques
- 4-> Développement du procédé de transformation industrielle de la production et de sa réalisation
- 5-> Formation et développement des infrastructures de marché
- 6-> Amélioration des conditions de vie à la campagne via le programme « racine slave »
- 7-> Développement du commerce extérieur

Arrêtons-nous sur l'objectif 6 qui n'avait pas encore été identifié. Il s'agit d'un programme social financé directement par la Région et *Agrokombinat* et non par les exploitations elles-mêmes et qui a pour objectif de permettre le retour des russes des anciens pays de l'URSS en leur offrant un logement en milieu rural. Il s'agit également d'un important programme d'alimentation des maisons rurales en gaz. Il existe donc au moins une fonction autre que de production agricole (parmi celles dont parle Marie-Claude MAUREL) qui a trouvé sa place dans *Agrokombinat*. On peut donc retenir que la multifonctionnalité telle qu'elle est pratiquée par les autorités régionales, met l'accent sur la sécurité alimentaire et dans le sixième objectif d'*Agrokombinat*, la gestion de la ruralité par le biais d'équipements de ménages.

La mutation de l'agriculture proposée par la Région repose sur une séparation des fonctions sociales et des fonctions de production. Cette séparation modifie indéniablement la nature de l'exploitation agricole par rapport à celle qu'elle avait pendant la période soviétique où son rôle social était aussi important que son rôle productif.

Néanmoins, si la logique dite « d'intégration » valorisée par le gouvernement de l'Oblast' d'Orel, s'accompagne d'un discours d'efficacité économique qui justifierait de séparer les activités économiques des activités sociales, l'objectif annoncé de cette efficacité économique n'est pas l'insertion sur les marchés, mais de garantir l'autosuffisance alimentaire de la Région. Qu'en est-il du secteur privé qui ne peut, en principe, être tenu de porter de tels objectifs publics?

2 - La variété des encastremements du « secteur privé »

On a indiqué en introduction que notre objectif était de « lire » de façon empirique les processus de désencastrement - réencastrement de l'économique dans le social. Nous faisons implicitement l'hypothèse que ces processus ne peuvent être déduits d'un point de vue théorique, mais répondent à une variété de possibles qu'il faut repérer –ce qui est l'objet de ce texte- avant d'en proposer une explication.

Ainsi les trois grandes familles d'exploitations que les typologies retiennent habituellement (voir annexes 1 et 5) peuvent être observées dans leurs modalités d'encastrement. L'encastrement est lié à la gestion du marché du travail pour les grandes exploitations ; on assiste peut-être à un désencastrement inachevé, voire en échec, pour les fermes privées. Les lopins individuels ne peuvent, eux, apparemment être sans une insertion significative sur les marchés, alors qu'on aurait pu d'abord les voir comme instrument non marchand d'une forme de sécurité alimentaire individuelle.

En effet, deux approches semblent exister dans la Région d'Orel pour caractériser les mutations que subit son agriculture. Une première approche définie par l'administration régionale qui met l'accent sur

l'intégration des différentes exploitations autour d'une super structure chargée d'industrialiser le monde agricole. Les actions sociales remplies par les exploitations agricoles sont alors transférées vers l'agro-holding qui réalise, avec l'aide de financements publics, des projets de développements ruraux (programme « racine slave »). La deuxième approche est issue des exploitations de grande taille qui se privatisent et jouent, pour leur part, la carte de l'articulation des fonctions agricoles et des fonctions sociales pour maintenir sur place leur main d'oeuvre. Dans tous les cas, les fonctions sociales sont valorisées, soit en renforçant l'activité économique de l'entreprise pour mieux lui permettre de remplir son rôle social, soit en faisant des fonctions sociales, des éléments à part entière de l'activité de l'entreprise. Pour autant, la Région d'Orel ne compte pas que des « grandes entreprises agricoles », elle reconnaît également, au niveau de ses statistiques socio-économiques, l'existence des « lopins de terre » et des « fermes privées ».

2.1 Le maintien paradoxal de la multifonctionnalité des exploitations collectives privatisées.

Nos séjours, en 2004 et 2005, nous ont permis de rencontrer des exploitations collectives restructurées. L'objectif était de tester l'idée que chaque type de structures agricoles est associé à une spécialisation productive¹⁰ [GROUIEZ (2005)]. Mais en interrogeant quelques directeurs, à la tête d'exploitations agricoles nouvelles, privées et indépendantes du complexe régional, nous avons été surpris par la valeur accordée aux fonctions autres que de production agricole, qui occupait parfois la presque totalité de notre entretien. Par exemple, la visite de « l'agrofirme » Maslovo¹¹ est une exploitation agricole privée issue du démantèlement de plusieurs kolkhozes, à proximité de la ville d'Orel.. Alexandre DROUGAICHEV, son directeur, détient, à lui seul, 63% des actions et envisage même de devenir propriétaire de 100% des actions de son entreprise. En visitant cette exploitation, nous cherchions donc à rencontrer un chef d'entreprise « capitaliste » - au sens d'un acteur agricole privé disposant d'un nombre important de salariés, et développant une unité de production intégrée, sur le modèle des exploitations de la fin du XIX^{ème} siècle décrits par POSTEL-VINAY [1991]. Cette *agrofirme* est, en effet, présentée, par les observateurs étrangers comme le symbole de la réussite en matière de transformation de kolkhoze dans la Région d'Orel, dans le cadre de l'introduction de l'économie de marché en Russie.

Or un tel acteur, outre son intérêt pour la production et la commercialisation de biens alimentaires plus ou moins élaborés, participe la fourniture de services tels que l'attribution de logements aux paysans de l'exploitation, ou encore la participation au financement de soins médicaux.

Durant les premières minutes de notre interview, son seul souci semblait être celui de garantir la captation de la valeur ajoutée contenue dans la transformation, qui devait passer selon lui par la propriété totale des moyens de production intégrés : « *Notre tâche principale est celle de l'intégration de la production. L'intérêt de cette intégration est de ne pas vendre la matière première mais de vendre un produit fini. Ainsi à partir des pommes du verger, il faut les transformer en jus, car c'est dans la transformation que l'on réalise* »

¹⁰ Cf. annexe 2.

¹¹ Maslovo dispose aujourd'hui de plus de 3000 hectares de terre sur lesquels elle produit du blé, élève des bovins destinés à la production laitière. Maslovo s'est également lancée, en 2004, dans la production de jus de pommes sur la base de sa propre production maraîchère. Elle fait partie des exploitations agricoles les plus rentables de la Région.

une plus-value, et non dans la vente de la seule pomme. Mais pour qu'une telle intégration soit possible, il faut que je sois à 100% propriétaire de cette entreprise ».

D'où l'idée d'un modèle économique fondé, tout comme dans la politique de la Région, sur l'intégration. A ceci près que c'est au sein de l'exploitation qu'est intégré verticalement le cycle de production. L'objectif d'intégration vise à développer les activités « aval » de l'agrofirme et donc de l'industrialiser. Mais en devenant une exploitation « capitaliste », ce kolkhoze a hérité d'un problème de gestion de sa main d'œuvre salariée. La conversation a donc commencé à changer lorsque nous lui avons demandé, si avec une telle exploitation, il trouvait la main-d'œuvre dont il avait besoin. La réponse qu'il nous donna fut la suivante : « Non, nous rencontrons de nombreuses difficultés pour trouver des gens pour travailler, c'est pourquoi nous avons mis en place un processus d'intégration ».

Nous retrouvons dans cette phrase le terme qu'il avait utilisé pour désigner l'industrialisation de son exploitation : le terme « intégration ». Mais, il parle désormais de la main d'œuvre agricole. Le chef de Maslovo énuméra alors l'ensemble des projets mis en place pour « *maintenir sur place la population rurale* » selon ses propres termes : « *Nous avons mis en place un projet pour amener le gaz dans les maisons des paysans. Nous finançons de nombreuses écoles afin que les enfants des paysans aient une bonne formation pour pouvoir venir ensuite travailler dans notre exploitation. Nous aidons les parents dont les enfants veulent entrer à l'université, nous participons au financement de construction de maisons* ».

Ce discours peut être interprété de deux façons : soit il renvoie à une dimension culturelle historiquement ancrée, soit il renvoie à la dimension économique de la protection sociale. En effet, les difficultés à conserver une main d'œuvre rurale peut conduire le chef à reprendre la gestion de sa main d'œuvre selon un modèle bien connu en Europe de l'Ouest au début du XXème siècle de mise à disposition de jardins à l'ouvrier, de services de santé et de logement. Quelle que soit l'explication, l'exploitation ne peut être considérée uniquement comme lieu de développement du chiffre d'affaire. Elle garantit également la survie de la population rurale afin de garantir son maintien, sur place. Ainsi, l'exploitation joue aussi un rôle d'encadrement de la population, à côté de sa fonction de production.

En nous rendant dans une autre exploitation agricole privée, productrice de pain dans la ville d'Orel nous avons pu retrouver le même encastrement dans des problématiques de protection sociale de la main d'œuvre : le caractère multifonctionnel spécifique à l'agriculture russe -de prise en charge de formes de protection sociale à côté de la fonction de production- se retrouverait aussi dans cette entreprise.

L'entreprise *Orlovskij Hlebkombinat* (le combinat « pain d'Orel ») est une exploitation agricole privée qui dispose de tous les actifs nécessaires au processus de fabrication du pain. En amont, elle dispose de champs destinés à produire du blé ; en aval, elle possède différents points de vente sous forme de kiosques répartis dans toute la ville d'Orel. Cette exploitation privée ne se contente pas de l'activité de production de pain puisqu'elle fournit à ses 470 employés un certain nombre de services sociaux que cette fiche d'information destinée au concours inter-russe « grande efficacité sociale de la Fédération de Russie » recense pour les années 2004 et 2005. Il en ressort que 5,5% du chiffre d'affaires de l'entreprise est consacré à des actions sociales.

« *OAO Orlovskij Hlebkombinat* » : extrait de la fiche d'informations du concours inter-russe, « grande efficacité sociale de la Fédération de Russie », notre traduction.

Partie 1	
2	Dénomination légale
	OAO "Orlovskij hlebkombinat"

4	Année de création	1956	
10	Dirigeant de l'entreprise	(Mme) Konova Galina Ivanovna	
15	Description de l'activité (travail, service)	production, conditionnement et distribution de pain	
16	Nombre d'employés de l'entreprise	470	
18	Age moyen de travail dans l'entreprise	40	
Partie 2			
Indices qualitatifs et quantitatifs		2003	2004
1	Volume de la production (travail et service), en milliers de rouble	260345	301435
2	Dépenses pour le développement et la réalisation de la production, en milliers de rouble	226751	249745
3	Montant annuel des bénéfices	33594	50137
6	Versements à caractère social, en milliers de rouble comprenant :	317	454
6.1	Par employé, en rouble	581	965
7	Versements complémentaires, aides sociales, prestations sociales et indemnités de travail en milliers de rouble	33	45
7.1	Par employé, en rouble	70	96
8	Aides matérielles prises en considération par employé en rouble	960	1199
9	Versements pour sanatorium et stations thermales (bons de séjour, billet de voyage pour la station, traitements, cure et repos), milliers de rouble	220	344
9.1	Indemnités des employés pour élever les enfants (institutions scolaires et d'enseignement général)		
9.2	Versements pour les manifestations culturelles et sportives, en milliers de rouble	52	62
13	Dépenses d'assistance médicale pour les employés en milliers de rouble	215	255
13.1	Par employé, en rouble	457	543
19	Dépenses pour des programmes sociaux (programmes de description de notices explicatives, prévention), en milliers de rouble	19304	13826
20	Dépenses pour des programmes de construction et des actions de soutiens sociaux aux abandonnés des campagnes, en milliers de rouble	25	40
21	Dépenses pour des aides à l'enfance et à l'adolescence, en milliers de rouble	75	104,4
22	Dépenses d'aides à l'exploitation communale pour des programmes culturels et d'histoire	289	
23	Dépenses de sponsoring pour des objectifs culturels, sportifs et d'instruction et des manifestations, en milliers de rouble	299	360
24	Dépenses pour des activités bienfaitrices, en milliers de rouble	670	703
27	Quantité d'actions réalisées pour l'aménagement des territoires et les manifestations semblables	2	2
Partie 3			
6	Fonds de logements	302	

Les exploitants agricoles participent, dans les deux cas, à la fourniture de services dont l'objectif est de satisfaire les besoins des travailleurs en matière de logements et de santé, mais aussi la distribution de gaz ou la réalisation d'activités culturelles et sportives qui animent les campagnes. Ces services sont des activités non commerciales. On est donc loin, même si c'est pour des raisons d'efficacité économique dans la gestion de la main d'œuvre, de la mise en place d'un modèle de pur marché.

2.2 L'impossible désencastrement de la « ferme privée » ?

Les « fermes privées » sont notamment le fruit de la transition des exploitations collectives. Interroger leur mutation devrait permettre de mieux comprendre la nature du désencastrement-réencastrement que connaissent ces formes d'exploitations. Les changements précédemment identifiés cachent-ils, en effet, d'autres formes de restructuration qui aboutissent à un désencastrement et une prise d'autonomie des fermes privées ?

L'OCDE regrettait, en 1998, la faible restructuration de l'agriculture russe bien que quelques exploitations individuelles fassent leur apparition. La Région d'Orel ne fait pas exception dans ce domaine et compte officiellement aujourd'hui 1450 « fermiers ». Ces exploitants sont toujours représentés comme des entrepreneurs privés, travaillant seuls, et tournés vers le marché.

Nous avons, au cours de nos séjours en 2004 et 2005, interviewé trois exploitations de ce type. Nous avons notamment eu un entretien avec M. X¹², fermier d'un district éloigné de 30 à 40 km d'Orel. Ce fermier dont l'exploitation est issue d'un démantèlement de kolkhoze est, lui-même, un ancien employé de ce kolkhoze. Nous avons enfin trouvé un idéal-type de la décollectivisation. Cet exploitant qui est propriétaire de 500 hectares se qualifie de « fermier » :

« Nous avons, mon collègue et moi une exploitation de 500 hectares que nous utilisons essentiellement pour cultiver du blé. L'activité d'agriculture est difficile. Elle demande du temps. Nous travaillons chaque jour et nous n'avons pas de week-end. Nous cherchons d'ailleurs de la main-d'œuvre, mais nous n'arrivons pas à en trouver. Les jeunes préfèrent travailler dans des entreprises plutôt que de travailler à la ferme ».

« Notre plus grande difficulté se trouve dans l'approvisionnement en intrants. Le carburant coûte cher et les pièces pour réparer le tracteur sont difficiles à trouver. De plus, nous n'avons pas les moyens de peser sur le prix du blé que nous vendons. Il est très fluctuant. L'année dernière il était de 1 rouble le kg. Cette année il est de 4 roubles le kg. C'est la Région qui fixe les prix. C'est bien dommage mais nous devons faire avec car il n'est pas facile de trouver les moyens d'écouler la production. La Région fait tout pour obtenir les fruits de notre travail. Le prix des engrais aussi est déterminé par la Région. »

Ces agriculteurs apparaissent d'abord comme insérés dans un type de réseaux sociaux bien connu des agriculteurs individuels d'Europe de l'Ouest : celui des réseaux d'entraide de proximité sans lequel l'activité agricole ne peut avoir lieu. Leur insertion sur les marchés est double ; d'une part, ils sont en relation, un peu malgré eux à en croire monsieur X, avec la Région ; d'autre part, ils se constituent leur propre réseau de vente. Il semblerait, par ailleurs, que ces agriculteurs soient contraints de composer avec la communauté rurale du territoire sur lequel ils exercent leur activité d'insertion sur les marchés. Leur logique productive devrait les conduire à développer ce réseau de vente et à, sinon rompre, du moins réduire toute relation avec la communauté ce que ne leur permet pas l'existence de coupons de « droit de propriété sur la terre ».

Cette indépendance doit être, en effet, mise en regard avec le sort que le droit foncier semble leur faire. Ces exploitations sont toujours le fruit du démantèlement d'un kolkhoze ou d'un sovkhoe. Comme pour les exploitations de grande taille à statut privé, certains des membres des kolkhozes démantelés ont fait le choix, en 1992, de créer leur propre exploitation, sur la base des coupons reçus. Alors que certains exploitants, souvent les anciens chefs des kolkhozes, choisissaient de restructurer les exploitations collectives, d'autres, comme les personnes interviewées décidaient de devenir propriétaire de leur propre exploitation. Bien souvent, ces deux formes de restructuration se sont côtoyées. Ainsi, l'un des fermiers travaille toujours à proximité de son ancien kolkhoze, qui s'est restructuré en une exploitation privée. Cependant, il ne disposait à l'origine que d'un coupon lui reconnaissant la propriété de 12 hectares de terre. Pour atteindre les 40 hectares que compte son exploitation désormais, il a donc négocié avec d'autres anciens kolkhoziens. L'encadré 3 suivant montre la procédure que monsieur Y a dû suivre :

Encadré 3 : le processus d'achat-vente de terres agricoles

¹² Nous respecterons le souhait de ces fermiers de conserver leur anonymat

A la fin du régime soviétique, chacun des membres du sovkhoe a obtenu un coupon lui reconnaissant la propriété d'une partie des terres de ce dernier : 12 hectares des terres du sovkhoe. Certains sovkhoeiens ont remis ce coupon à l'agrofirme qui en est donc devenue propriétaire. En échange ils reçoivent une partie de la production de l'agrofirme gratuitement. Pour ceux ayant choisi de conserver leur coupon, le remembrement et le cadastre n'ayant pas été constitués, une procédure originale de vente et de mise en bail des terres est apparue.

Monsieur Y dispose aujourd'hui de 40 hectares de terre. 12 hectares sont sa propriété, le reste résulte de contrats baux qu'il a signés avec d'autres anciens membres du sovkhoe.

Imaginons que Monsieur V, qui travaille dans l'agrofirme issue du démantèlement du sovkhoe dispose d'un coupon lui reconnaissant la propriété de 12 hectares de terre sur le domaine. Monsieur Y décide de négocier avec V la mise en bail de ces 12 hectares. Il peut lui proposer :

- de lui fournir un loyer
- de lui remettre une partie de sa production
- de lui vendre une partie de ses produits à un tarif préférentiel

Si Monsieur V donne son accord la seconde étape peut commencer.

Dans cette étape, il s'agit de déterminer de quelles terres dispose monsieur V. En effet, le coupon lui reconnaît un droit de propriété sur la terre mais ne précise pas où elle se situe. Ceci est en fait déterminé par les responsables de l'agrofirme.

Si Monsieur V choisit de prendre la terre, cette terre lui est définitivement remise et n'appartient donc plus à l'agrofirme. Comme l'agrofirme décide quelle terre est attribuée elle risque de remettre à Monsieur V la terre la plus mauvaise. Ainsi, le processus de négociation fait que la terre n'est pas définitivement vendue à Monsieur V.

Monsieur V ayant ainsi réussi à obtenir une terre de bonne qualité (mais dont il n'est pas en définitif propriétaire) peut désormais la mettre en contrat bail à monsieur Y. Dans une telle configuration, seul un contrat bail peut être négocié avec monsieur Y. Ce contrat bail est en général signé pour 3-4 ans. A la fin de cette période monsieur V peut décider de reprendre sa terre et de la remettre en bail à un autre agriculteur, mais il devra alors renégocier avec l'agrofirme. Il peut également décider de conserver son contrat avec monsieur Y et d'en renégocier les termes.

Monsieur V peut également choisir, lors de la deuxième étape de reprendre définitivement sa terre à l'agrofirme. La terre n'appartient donc plus à l'agrofirme. Cela suppose cependant que Monsieur V dispose de suffisamment d'influence pour négocier une bonne terre. Il pourra alors à son tour la vendre pour que la terre devienne la propriété d'un fermier. Il peut également décider de mettre sa terre en location *via* un contrat bail de 49 ans maximum.

Source: réalisation personnelle à partir des ressources d'un entretien réalisé avec le fils de Monsieur Y en Mai 2006.

Cet agriculteur réserve donc une partie de sa production à certains membres de l'ancien kolkhoze plutôt que de la revendre pour en tirer la plus grande plus-value. De plus, son lien avec l'ancien kolkhoze n'est pas totalement rompu puisque sur toutes les terres en bail, l'exploitation collective bénéficie, en dernier ressort, d'un droit de regard. Ce droit de regard lui est précisément fourni par l'instauration des coupons sur la terre et le système de crédit-bail qui l'accompagne.

Les « fermes privées » se trouvent devant un défi. L'existence de « la grande entreprise », et derrière elle de la communauté rurale, rend *quasi* impossible l'appropriation privée des terres par ces exploitations individuelles. Le rôle social rempli par les « grandes entreprises », influence le choix des propriétaires de coupon en matière de location ou vente de la terre qui s'y rattache. Les limites de la liberté de propriété sur la terre des membres des anciens kolkhozes et sovkhoe font que les « fermes privées » semblent dans l'incapacité d'appuyer leur développement sur la propriété privée de leur terre. Au contraire, la terre devient un instrument de contrainte aboutissant à maintenir leur encastrément à la communauté.

2.3 Les lopins : seules exploitations insérées directement sur le marché ?

De nombreux auteurs ont travaillé dans le passé sur l'existence de la symbiose entre le kolkhoze et le

lopin [MAUREL (1995), BYLODUCHNO (2001)]. L'origine du lopin a toujours renvoyé à un moyen de subsistance pour la population rurale [DERMY (2001)]. Sa fonction d'autoconsommation était d'ailleurs la seule que lui reconnaissait le statut sur les artels de 1936 [MAUREL (1980)]. Cependant, le lopin est rapidement devenu la composante essentielle du marché libre des kolkhoziens [WERTH (1995), BYLODUCHNO (2001)]. Il développait alors sa production sur sa capacité à détourner les moyens de production de la ferme collective [NEFEDOVA (2003), YEFIMOV (2003)]. D'un moyen de subsistance et « d'amortisseur de crise » [MARLOIE (2002), p.5], le lopin semble être aujourd'hui un moyen de se procurer un revenu complémentaire, en profitant de l'existence de l'exploitation collective, que ce soit en amont (sans parler du vol sur lequel nous n'avons aucun renseignement, mais qui est signalé par V. YEFIMOV comme une « institution », certaines exploitations pratiquent le don de grains pour la volaille par exemple) ou, en aval, en profitant des lieux de vente ou du statut de vendeur pour l'exploitation restructurée.

Le lopin développe toujours ainsi son activité commerciale en s'appuyant sur l'existence de la « grande entreprise agricole ». Par ailleurs, les propriétaires de lopin vendent individuellement, sur le marché central de la ville d'Orel et d'autres villes de la Région, les légumes et fruits issus de leur production. Une pratique courante consiste également à vendre sur le bord des routes. Ces éléments justifient que certains chercheurs s'interrogent sur les frontières de ces « micro-structures »¹³ puisque, tels que nous venons de les décrire, les lopins sont les structures les plus insérées sur « le marché ». La vente à la sauvette n'est contrôlée par aucune institution¹⁴, que cette dernière se passe sur le bord de la route, sur le marché central, ou, sur l'étal même de la grande exploitation.

Nous avons pour notre part, cherché à administrer un questionnaire sur le marché Central d'Orel, le plus populaire et le plus grand de la ville, et nous avons fait ainsi connaissance avec plusieurs vendeuses. Certaines tenaient le stand d'une exploitation collective restructurée privée. Nous leur avons demandé l'origine de la viande sur leur étal. Soit ce qui était vendu au profit de l'exploitation provenait des lopins, soit ces vendeuses profitaient de ce stand pour écouler la production du lopin dont elles disposaient et bénéficiaient ainsi de la vente de leur production personnelle. Mais les exploitations privatisées ne sont pas les seules à faire bénéficier de leurs avantages aux lopins. Nous avons rencontré l'expert comptable du marché d'*Orlovskaa Niva*, en périphérie de la ville d'Orel. Ce marché couvert, d'une taille importante, sert de lieu d'écoulement pour la production de l'agro-holding régionale. Or, ce marché se fournit en viande, non pas dans les exploitations de l'agro-holding mais auprès de quelques lopins de la région, lopins situés à la campagne.

Conclusion

Penser le secteur agricole en terme de secteur agricole, selon notre terminologie française n'est pas chose aisée en Russie. Les frontières des firmes y sont trop différentes de celles du simple exploitant agricole proposées par les modèles des exploitations occidentales. L'évolution de ces frontières dépend, de notre point

¹³ Cf. RADVAYNI Jean [2004].

¹⁴ Pourtant, un article récent d'un journal local en ligne, semble démontrer que la Région d'Orel a pris acte de l'existence des lopins et qu'une volonté de les intégrer au complexe agro-alimentaire émerge. Il est cependant trop tôt pour en dire davantage.

vue, du processus de désencastrement-réencastrement initié durant la transition. La présence d'une multifonctionnalité qui valorise les fonctions sociales de l'entreprise montre que l'encastrement de l'agriculture dans la société russe est encore très présente et que la transition a permis de l'accentuer. Le concept d'intégration, martelé par l'administration régionale et par les firmes à statut privé, montre que c'est bien dans les frontières de la firme agricole que se joue la constitution d'outils industriels et de commercialisation, alors qu'en théorie, l'économie de marché s'appuie sur les propriétés de décomposabilité du système productif [NIEDDU (1998)] pour en extraire les segments à plus forte valeur ajoutée. Dans la transition de l'agriculture russe vers l'économie de marché, on peut donc repérer des éléments qui marquent la résistance des formes anciennes, mais aussi l'impossibilité que des solutions marchandes pures existent.

Ceci apparaît dans le fait que le transfert des moyens de l'intervention sociale des exploitations collectives vers les municipalités semble inachevé : il s'accompagne de l'intégration dans la politique agricole de la Région d'un volet non agricole (programme « racine slave »). Ceci apparaît également dans le mode de gestion de la main d'œuvre des exploitations « capitalistes ». Les micro-exploitations portent leur effort de valorisation non sur l'appropriation de la terre, mais sur leur capacité à utiliser le processus d'encastrement à leur avantage, pour leur insertion sur le marché.

In fine, il est donc possible de se demander si les politiques sociales menées pour ou par la « grande exploitation agricole » ne contribuent pas à garantir comme dans le passé soviétique l'activité économique de la micro. La forme originale de structure socio-économique conservée par la société de l'Oblast' d'Orel renvoie donc à différentes formes de multifonctionnalité. Une multifonctionnalité est portée par la Région qui vise à sécuriser le marché alimentaire local, une multifonctionnalité est portée par les firmes privées qui vise à assurer le maintien d'une main d'œuvre rurale. Penser la transition de l'agriculture russe uniquement en termes de libéralisation apparaît donc comme largement décalé par rapport aux situations observées.

Bibliographie

Analičeskij doklad (rapport analytique) [2005], *Social'no-èkonomičeskoe položenie orlovskoj oblasti za 2004 god (la situation socio-économique de la région d'Orel en 2004)*, éditions ROSSTAT, Orel, 143p.

Analičeskij doklad (rapport analytique) [2004], *Social'no-èkonomičeskoe položenie orlovskoj oblasti za 2003 god (la situation socio-économique de la région d'Orel en 2004)*, éditions ROSSTAT, Orel, 143p.

BARRERE Christian, BARTHELEMY Denis, NIEDDU Martino, VIVIEN Franck-Dominique [2005], *Réinventer le patrimoine, de la culture à l'économie, une nouvelle pensée du patrimoine ?*, éditions L'Harmattan, Paris, 337 p.

BARTHELEMY Denis, NIEDDU Martino [2002] – *Biens marchands, biens identitaires et multifonctionnalité agricole*, Paris, Colloque SFER « La multifonctionnalité de l'activité agricole », 21-22 mars, 28 p.

BARTOLI Pierre, BOULET Daniel [1989], *Dynamique et régulation de la sphère agro-alimentaire*, tome 1, INRA-ENSA, Montpellier-Paris, 433 p.

BYLODUCHNO Ludmila [2001], *Des kolkhozes aux lopins familiaux*, in Regard sur l'Est n°25, mars 2001.

DERMY Eléonore [2001], *Le phénomène datcha*, in Regard sur l'Est n°25, Mars 2001.

GAIGNETTE Antonin, NIEDDU Martino [2000], *Coopératives: la fin d'une forme institutionnelle?*, in Boletín se Sumarios n°62.

- GROUIEZ Pascal [2005], *Modèle agricole et développement rural et urbain dans la Région d'Orel (Russie)*, mémoire pour l'obtention du Diplôme d'Etude Approfondie : Institutions, Organisations, Performance, URCA, 136 p.
- HERVE Jean-Jacques [2004], *La réforme foncière agricole de la Fédération de Russie, contexte et enjeux pour le développement de l'agriculture russe*, in Economie Rurale n° 280, Mars-Avril 2004, pp. 96-105.
- KAUTSKY Karl [1900], *La question agraire, études sur les tendances de l'agriculture moderne*, éditions Giard Brière, 463 p.
- KWIECINSKI Andrzej [1998a], *La lente transformation de l'agriculture russe*, in l'Observateur de l'OCDE n° 214, octobre/Novembre 1998
- KWIECINSKI Andrzej [1998b], *OCDE examen des politiques agricoles, Fédération de Russie*, éditions de l'OCDE, Paris, p. 294
- LEFEVRE Cécile [2003], *Organismes internationaux et protection sociale en Russie*, in Le courrier des pays de l'Est n°1040, décembre 2003, pp.16-25.
- LEFEVRE Cécile [2001], *La municipalisation complexe de la sphère sociale des entreprises russes*, in Revue d'études comparatives Est/Ouest vol32, n°4, année 2001, pp.125-151.
- LEFEVRE Cécile [1998], *La politique sociale des entreprises industrielles russes : résultat d'une enquête*, in Le courrier des pays de l'Est n°427, février 1998, pp.28-45.
- MARCHAND Pascal [2005], *L'agriculture russe post-soviétique rupture ou continuité*, in Géocofluences, Février 2005.
- MARLOIE Marcel [2002], *Contribution au dialogue pour le développement durable avec la Russie : projet de recherche sur l'avenir des jardins collectifs*, septembre 2002, 37 p.
- MAUREL Marie-Claude [1995], *Temps de décollectivisation*, in Revue d'études comparatives Est/Ouest, septembre 1995, pp. 53-89
- MAUREL Marie-Claude [1980], *La campagne collectivisée, société et espace rural en Russie*, éditions anthropos, Paris, 300 p.
- NEFEDOVA Tatiana [2003], *L'agriculture russe après 10 ans de réformes : transformations et diversités*, in Espace Géographique n°2003-4, pp. 289-300.
- NIEDDU Martino [1998], *Dynamique de longue période dans l'agriculture productive et mutations du système agro-industriel français contemporain*, thèse pour le doctorat es Sciences Economiques, URCA, 504 p.
- Orlovskââ Oblast' [2002], *Ekonomika, biznes, investicii (région d'Orel, économie, business, investissements)*, Orel, 255 p.
- Orlovskââ Oblast' (Région d'Orel) [date d'édition inconnue estimée à 2001 ou 2002], *Orlovskij Agrokombinat (Région d'Orel, « Agrokombinat »)*, Orel, 15p.
- POLANYI Karl [1944 (1983)], *La grande transformation : aux origines politiques et économiques de notre temps*, éditions Gallimard, Paris, 419 p.
- POSTEL-VINAY G. [1991], *L'agriculture dans l'économie française depuis un siècle : crise et réinsertion.*, in : LEVY-BOYER M., CASANOVA J.C. (Eds). *Entre l'Etat et le marché : l'économie française des années 1880 à nos jours*. Paris : Gallimard, 1991, p. 59-92.
- POULIQUEN Alain [2001], *Russie : la nouvelle question agraire*, in Economie Rurale n°263, Mai-Juin 2001, pp. 63-77.
- PLOCINICZAK Sébastien [2004], « *L'embeddedness en question : de la métaphore polanyienne originelle à sa conceptualisation granovetterienne au sein de la sociologie économique structurale de marchés* », Congrès National de Sociologie de l'AFS - - Session 1 : Histoire et épistémologie de la sociologie économique sous la présidence de Monsieur le professeur Philippe Steiner (U. Lille I) - Atelier L'encastrement social de l'économie - Mardi 24 février 2004.QUELIN Bertrand [2002], *Les frontières de la firme*, édition economica, Paris, 134 p.

- RADVANYI Jean [2004], *La nouvelle Russie*, éditions Armand Colin (3^{ème} édition), Paris, 418 p.
- ŠAKIROVA F. K. [2002], *Organizaciâ sel'sko-hozâjstvennogo proizvodstva (les organisations de production agricole)*, édition Koloss, Moscou, 498p.
- SERVOLIN Claude [1985], *L'agriculture moderne*, éditions du Seuil, Paris, 318 p.
- WERTH Nicolas [1995], *Histoire de l'Union soviétique de Khrouchtchev à Gorbatchev 1953-1985*, éditions PUF, Paris, 126 p.
- YEFIMOV Vladimir [2003], *Economie institutionnelle des transformations agraires en Russie*, éditions l'Harmattan, Paris, 395 p.

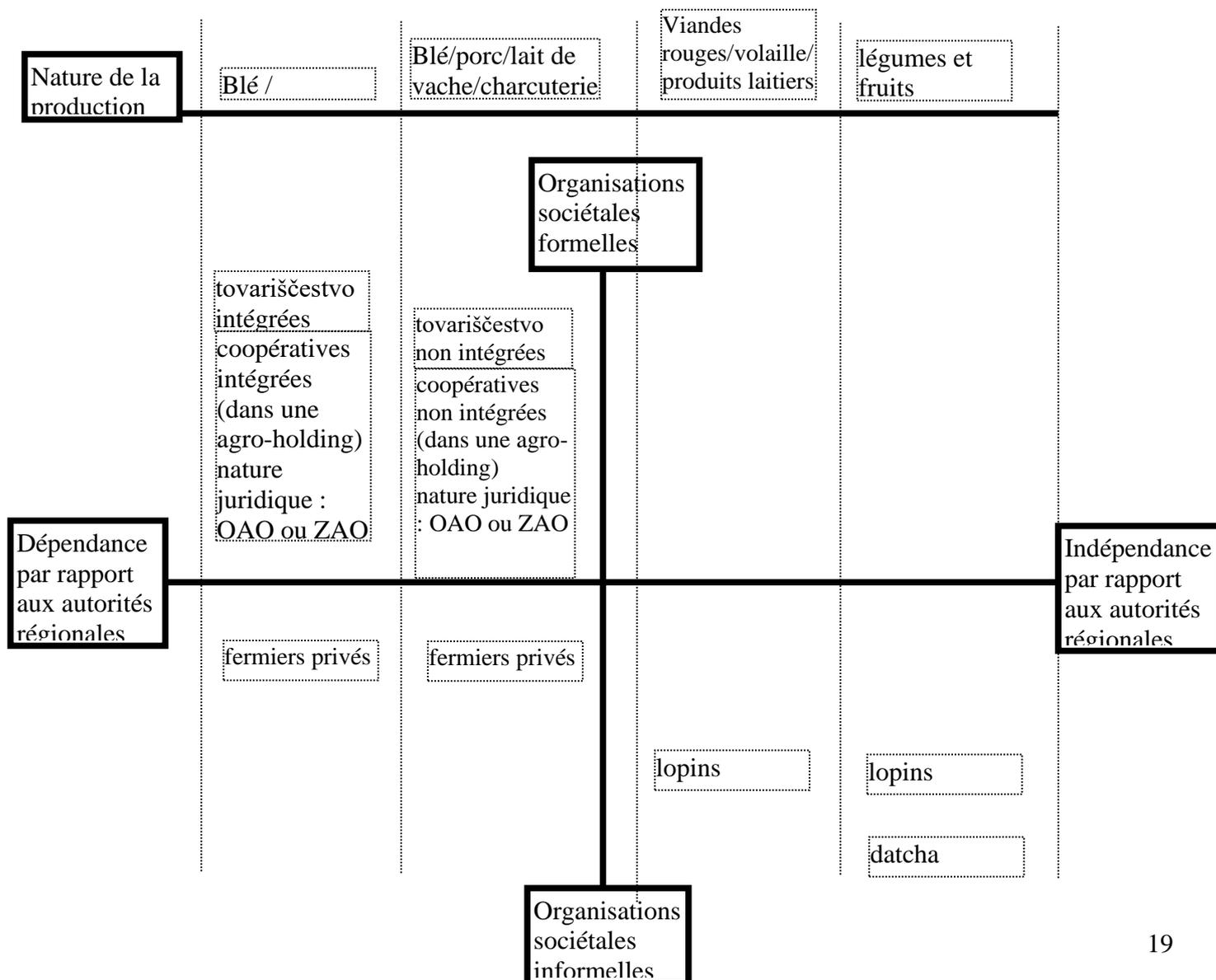
Annexes

Annexe 1: tableau de traduction des termes employés pour désigner les exploitations agricoles russes

auteur	<i>sel'hozorganizacij</i>	<i>krest'anskij hozâjstva</i>	<i>hozâjstva naseleniâ</i>
"mot à mot"	entreprises agricoles	exploitation paysanne	exploitation des ménages
JJ HERVE (2004)	grandes exploitations	fermes privées	lopins individuels
J. RADVANYI (2004)	exploitations collectives	fermes privées	lopins et jardins familiaux
A. POULIQUEN (2001)	macro-exploitations sociétaires	exploitation individuelle	lopins de terre privés
P. MARCHAND(2005)	organisations agricoles	les fermes	économie familiale des lopins
KWIECINSKI Andrzej (1998a)	grandes entreprises agricoles	fermes individuelles et fermes familiales	exploitations individuelles et lopins familiaux
V. YEFIMOV(2003)	entreprises agricoles	exploitation paysanne	exploitation des ménages
KWIECINSKI Andrzej (1998b)	Grosses exploitations agricoles	Exploitations individuelles ou exploitations paysannes ou exploitations familiales	Lopins familiaux ou lopins privés

source : réalisation personnelle

Annexe 2 : La spécialisation des exploitations agricoles dans la Région d'Orel



Annexe 3 : Organigramme de la holding Agrokombinat

JSC «Oryol AGROKOMBINAT»	Branches of the Company Production-trade complex «Agrokombinat Oryol» Zmiyevka (production of foodstuffs) «Agro-torg» (wholesale and retail trade) Livny (storage, processing of grain)
Participants of the holding	
PRODUCTION COMPLEX	Agricultural complex JSC «Agrarian Company Lomovskoye» JSC «Agrarian Company Smirnye» JSC «Agrarian Company Soskovo» JSC «Agrarian Company Vostok/East» JSC «Agrarian Company Trosna» JSC «Agrarian Company Krasnaya Zarya/ Scarlet Dawn» JSC «Agrarian Company Naryshkino» JSC «Agrarian Company Tson» JSC AIC «Agrarian Company Oryol Sources» JSC «Agrarian Company Livny Meat» JSC «Agrarian Company Mtsensk» JSC «Agrarian Company Druzhba/ Friendship» JSC «Agrarian Company Zusha» JSC «Agrarian Company Zarechenskaya» JSC Industrial enterprise «Agrarian Company Novosil» JSC «Agrarian Company Sodruzhestvo» JSC «Agrarian Company Russky Brod» JSC «Agrarian Company Kolpny» JSC «Agrarian Company Droskovo» JSC AIC «Agrarian Company Yunost/ Youth»
	Processing enterprises JSC «Oryol Macaroni Factory». Processing enterprises in the composition of agricultural companies as their structural parts
SERVICE COMPLEX	JSC «Konevskoye» JSC «Agrosnabservice» Machine-technological stations — parts of agrarian companies with the rights of structural subdivisions.
TRADE COMPLEX	JSC «Trading House «Agrocombinat Oryol». Enterprises of trade — parts of the agrarian companies with the rights of structural subdivisions.

source : Orlovskâ Oblast' [2002], p. 167

Annexe 4 : Potentiel de production d'Agrokombinat

Production potential of JSC «Oryol Agrocombinat»

Number of workers	14 700
Area of arable lands, ha	400 000
including: plough lands, ha	350 000
Agricultural companies	19
Among them structural subdivisions	195
including agricultural production	130
processing and maintaining	40
Self-financing production collectives	660
including plant-growing	130
cattle-breeding	190
Machinery-technological stations	19
Tractors, pieces	2 500
Grain harvesters, pieces	1 000
Automobiles, pieces	1 900

source : Orlovskâ Oblast' [2002], p. 169

Annexe 5 : Remarques concernant les statistiques russes

Encadré I : La représentation de l'agriculture dans les statistiques russes.

Nous nous sommes procurés au cours de nos séjours en Russie des documents statistiques issus de deux sources d'informations principales. En premier lieu, il s'agit de deux documents statistiques édités à Orel en 2004 et 2005 par le ROSSTAT (le service fédéral des statistiques d'Etat) dans sa division locale (l'organe territorial du service fédéral des statistiques de la Région d'Orel). Ces deux documents d'environ 150 pages chacun s'intitulent « la situation économique et sociale de la Région d'Orel pour l'année 2004/2005 ». La seconde source de données statistiques est issue d'un ouvrage appelé « Orlovskaa Oblast', ekonomika, Biznes, investicii (La Région d'Orel, économie, business et investissements) édité en 2002 par la Région d'Orel et qui présente un panorama des éléments de l'activité économique dans la Région et des investissements qui y sont réalisés. Un chapitre complet de cet ouvrage est consacré à l'activité agricole de la Région. On y trouve des tableaux statistiques d'une relative originalité, ce qui a attiré notre attention.

Les statistiques russes proposent une conception triangulaire de l'agriculture. L'agriculture y est représentée par un triptyque, « *entreprises agricoles* », « *exploitation paysanne* » et « *exploitation des ménages* ». Ces trois formes d'exploitations sont étudiées comme telles, sans distinction à l'intérieur de chacune d'elles ou entre elles. Ce choix d'un triptyque clairement défini peut être interprété comme une volonté politique de présenter une stabilité de l'activité agricole autour d'un axe de pensée « production marchande à grande échelle / production personnelle d'autoconsommation » hérité du système soviétique dans lequel l'*exploitation paysanne* apparaît comme « une filiale » de la production des *entreprises agricoles*.

Encadré II: Précisions de traduction

Nous traduirons désormais par « grandes entreprises agricoles » le terme russe « *sel'hozorganizacij* » [Analitičskij doklad (2005), p 34], littéralement « *entreprises agricoles* ». Le terme de « fermes privées » sera utilisé pour désigner le terme russe employé de « *krest'ânskij hozâjstva* » [Analitičskij doklad (2005), p 34] soit, littéralement, « *exploitation paysanne* ». Enfin le terme « lopins de terre » sera employé pour traduire le terme russe de « *hozâjstva naseleniâ* » [Analitičskij doklad (2005), p 34] soit, littéralement, « *exploitation des ménages* ». Nous renvoyons au tableau en annexe 1 pour comparer nos propres choix de traduction à ceux de quelques chercheurs francophones. D'un point de vue du vocabulaire russe, la traduction littéraire permet de rendre compte de la logique que sous-tendent les statistiques. Deux termes apparaissent essentiels, « *entreprises* » d'un côté, « *ménages* » de l'autre. L'axe de pensée est celui d'une production marchande face à la production d'autoconsommation. Par ailleurs, alors que les « fermes privées » sont présentées comme la forme d'exploitation issue des réformes ouvrant à l'économie de marché, au caractère fondamentalement privatisé¹⁵, les statistiques du ROSSTAT préfèrent employer un terme relativement neutre, celui de « *d'exploitation paysanne* ». Il ressort de notre lecture des statistiques, une relative simplification de la réalité agricole¹⁶ sous la forme d'une représentation triangulaire des exploitations agricoles. Cette simplification vise à institutionnaliser une trajectoire agricole spécifique.

¹⁵ Cf. KWIECINSKI Andrezej [1998a].

¹⁶ La réalisation d'une recherche sur les différentes formes juridiques d'exploitations nous a montré que les formes d'exploitations agricoles sont, en réalité, juridiquement plus nombreuses. Dans un livre paru en 2002, F. K. ŠAKIROVA proposait une « classification des entreprises agricoles par formes d'organisations juridiques » qui identifiait une vingtaine de formes d'exploitation [F. K. ŠAKIROVA (2002), p.34]. En l'état de nos recherches il est difficile d'aller plus loin en proposant notre propre typologie des exploitations agricoles, notamment cela suppose d'identifier les critères de différenciation pertinents et il n'est pas certain que le critère juridique soit le plus approprié. Il règne, cependant, en Russie un véritable flou sur cette question. L'actuel recensement agricole (juillet 2006) classe notamment les exploitations agricoles en cinq catégories. Les statistiques officielles s'appuient donc sur des définitions qui lui sont propres et en cela participe bien à une « représentation » du monde agricole différente, par exemple, de celle des juristes.